

La Sociale

Feuille mensuelle du Groupe de la
Métropole lilloise de la Fédération Anarchiste

Octobre 2002

RENTÉE PLOMBÉE

POLITIQUE ANTISOCIALE SAUCE RAFFARIN



En dépit de ses efforts de communication, le gouvernement Raffarin ne trompe personne sur ses intentions vis-à-vis du monde du travail. Dès juillet le ton a été donné : impasse sur la hausse du SMIC et jack pot pour les ministres avec 70% d'augmentation après celui des médecins qui ont obtenu une hausse de plus de 1300 euros mensuels. Qui dit mieux ? En parallèle, pendant les vacances on a vu les 5% de baisse d'impôts directs annoncés en fanfare largement absorbés par les augmentations des produits pétroliers, de la CSG, des tarifs SNCF et des hausses à la consommation.

Raffarin des bois : il vole les pauvres pour donner aux riches

Au total, seules les tranches supérieures en sortent bénéficiaires. L'impôt

pour les riches n'ayant jamais été aussi bas depuis 1918 !

Voilà venu le temps de l'action à la sauce de droite aussi indigeste que les potions de gauche d'hier. Et ça démarre plutôt mal pour la « France d'en bas » selon la formule du publicitaire en chef de la Chiraquie : heures supplémentaires à la hausse (180 heures au lieu de 130), annonces de licenciements dans le secteur industriel, prémisses de discussions sur les retraites pleines de sous-entendus inquiétants, casse accrue des services publics utiles. L'Education voit ainsi son budget stagner, 5600 postes de surveillants supprimés et le départ programmé et non remplacé de 18000 aides-éducateurs... Comme d'habitude les plus précarisé-e-s sont les premiers touchés. Quant au ministère du travail, c'est tout un symbole, sa part s'effondre de 6.34%. La seule contre partie accordée **(Suite p.2)**

EDITO

La FA lilloise sort son noir canard mensuel : *La Sociale*. Vous avez entre les mains sa première édition.

La vocation de *La Sociale* est d'être un trait d'union entre la Fédération anarchiste lilloise et celles et ceux qui veulent construire un autre futur.

Dans les feuilles de cette feuille seront présentés des infos, des coups de gueule, des idées...

Nous y affirmerons notre rejet de la société patriarcale, de l'Eglise, de l'Etat et du capitalisme au profit de la libre détermination des individus et des groupes.

Cette édition traite principalement des sans papier-e-s et de la rentrée sociale.

Bonne lecture !

le monde
libertaire

Hebdomadaire de la FA
Chaque jeudi en kiosque.

POLITIQUE ANTISOCIALE A LA SAUCE RAFFARIN

(Suite de la Une) aux salariés est la décision d'harmoniser les six SMIC actuels en un seul d'ici 2005, encore que le patronat y trouve son compte et va être grassement payé en subventions pour faire passer la pilule.

Le MEDEF n'a pourtant pas de mots assez forts pour dénoncer la politique sociale par trop « molle » du gouvernement. Discours d'hypocrite mais qui annonce une attitude plus dure du patronat dans les négociations salariales à venir tant sur les salaires que sur les conditions de travail et les retraites. Autrement dit, il n'y a aucun cadeau à attendre ni de l'Etat ni du patronat, ce qui en soi n'est pas nouveau.

Des matraques au service du capital.

Mais le contexte politique s'est extrêmement durci (chutes boursières à répétition, annonce de guerre avec l'Irak, lutte antiterroriste tous azimuts, etc.). Après les délires sécuritaires des campagnes électorales, la Droite tient hélas cette promesse. Au contraire des services publics utiles, les ministères de la justice, défense et intérieur voient leurs effectifs et leur budget gonfler : 1884 flics en plus, 1926 fonctionnaires à la justice, hausse de 6.11% du budget de la défense avec un porte-avions supplémentaire à la clé.

Les priorités sont bien posées et les résultats ne se font pas attendre : création des Groupes d'Intervention Régionaux (G.I.R.), loi Perben qui autorise les centres fermés pour les mineurs, création d'un sous-ministère à la construction des prisons... La répression fait peser toujours plus l'insécurité sur les classes populaires qui auront droit en sus à une « justice de proximité » encore plus expéditive. Qui a dit que la justice de classe avait disparu ?

La cerise sur le gâteau est la criminalisation des acteurs du mouvement social. Cet été, du cas Bové à la répression féroce des manifestations No Border de Strasbourg contre l'Europe forteresse des flics et des patrons en passant par la condamnation à de la prison ferme d'un militant syndical à Cherbourg, la justice bourgeoise frappe lourdement... Quant aux sans papiers, c'est plus de cent arrestations-expulsions qu'on recense

dans les collectifs de sans papiers pour cet été. Bref, la France de la matraque s'est déjà mise au turbin.

Derrière le vocabulaire aseptisé qu'utilise Raffarin à des fins idéologiques, l'abîme qui sépare la France d'en bas de celle d'en haut ne peut donc être saisi et défini que par la lutte de classe.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Que nous le voulions ou non, il va nous falloir contrer la volonté patronale relayée par le gouvernement si nous voulons maintenir et développer notre niveau de vie, nos salaires, notre protection sociale. Notre capacité collective à développer des luttes sociales sera cette fois encore notre meilleure arme et notre meilleure garantie contre les reculs sociaux programmés par ceux d'en haut pour leur plus grand bénéfice. Les grosses confédérations syndicales annoncent qu'elles vont mobiliser pour faire face à la dégradation des conditions de vie et des salaires. Mais comme d'habitude il y a fort à parier que les initiatives devront partir de la base, tout en restant vigilant face au PS et à ses satellites qui, une élection perdue plus tard, se remémorent le terme de « capitalisme » après avoir fait le bonheur des rentiers et des banquiers.

Gageons cependant qu'à l'exemple des manifestations et débrayages massifs en Italie au printemps 2002, la France d'en bas exprimera dans les rues et par la grève sa légitime colère comme elle l'avait fait en 1995. Avec deux mois de lutte, l'épisode I de l'ère chiraquienne avait alors pris plus que du plomb dans l'aile. C'est donc tous ensemble dans un souci de solidarité et de convergence des luttes que nous pourrons de nouveau les faire plier.



★ **Espagne** : Le gouvernement espagnol débloque 500 millions d'euros, 20000 postes de flics, 80 juges et 70 procureurs en ciblant les « immigrants illégaux ayant commis des délits » et annonce l'expulsion immédiate des étrangers condamnés à moins de 6 mois de prison.

★ **Justice républicaine** : 4 flics d'Albi, condamnés en janvier à trois ans de prison dont 18 mois avec sursis pour atteintes sexuelles sur une jeune femme, ont obtenu de la cour d'appel de Toulouse qu'elle se déclare incompétente et renvoie l'affaire au parquet d'Albi qui doit décider ou non de les renvoyer devant une cour d'Assise. Retour à la case départ...

★ **Lagardère chroniqueur au Monde** : le patron de Matra-Hachette (armement et presse) y a publié le 18 septembre un *Point de Vue* intitulé « Nous voulons Vivendi-Universal-Publishing par amour du livre ». Un amour du livre qui lui faisait déclarer en août 96 : « un groupe de presse, vous verrez, c'est capital pour décrocher des commandes ».

★ **Bush aussi** : George W. a publié le 13 septembre un *Point de Vue* intitulé « Assurer le triomphe de la liberté » plaidant pour la guerre contre l'Irak. Voilà qui nous rassure quant au positionnement du *Monde* vis-à-vis d'un éventuel conflit.

★ **Ordre moral** : les associations CADAC (qui lutte pour le droit à la contraception et à l'avortement) et APGL (qui représente des parents d'homosexuel-le-s) ont été exclues par Raffarin du Conseil Supérieur de l'Information Sexuelle au profit de catholiques réactionnaires. Information sexuelle rimera avec eau bénite et missel.

★ **39h payées 35** : avec la réforme sur les 35h, le gouvernement supprime la notion de travail hebdomadaire au profit d'une enveloppe de 1600h par an sans compter les 180h sup payées au rabais. Le cap de l'annualisation du temps de travail, déjà trop présente dans les lois Aubry, est donc définitivement franchi.

SARKOZY FAIT DIVERSION

★ **Veni, Vigiles, Vichy !** César de l'Intérieur, Sarkozy poursuit sa traversée du Rubicon sécuritaire. D'ici 2003, trains et métros seront fliqués par une « police régionale des transports » unifiée et aux effectifs plus que renforcés (+36 % dans la région parisienne). Les classes laborieuses donc dangereuses n'ont qu'à bien se tenir !

★ **Sarkozy** a trouvé l'arme fatale contre l'insécurité : gronder les commissaires dont les statistiques ne baissent pas assez et féliciter les autres.

★ **Arnaque** : après avoir empêché un beau paquet de subventions pour s'installer dans le bassin de Longwy, Daewoo, après JVC en 1997, s'apprete à y fermer l'une de ses trois usines. Le charter de 229 salariés licenciés serait à terme rejoint par l'ensemble des 1000 employés du groupe en Lorraine.

★ **La Révolution est en marche !** Après la claque des dernières élections, le PS, qui a déjà rechanté l'Internationale pour gau-chir un peu son image caviardisée, reprend le terme de capitalisme par la bouche de son 1er secrétaire. Ce dernier précise cependant : « nous avons vocation à contenir le capitalisme, à en changer les règles ». N'affolons pas le rentier !

★ **Seule la lutte paie !** Malgré une baisse de 16 % par rapport à l'année précédente, les 977 grèves de 2001 dans le privé ont des caractéristiques intéressantes : 14 % d'occupations et 27,5 % de manifestations en plus, et si 9 % ont permis l'ouverture de négociations, 68 % de ces conflits ont abouti à une satisfaction partielle ou totale des revendications.

★ **Casse du droit de grève** chez Berlusconi : pas plus de 8 jours de grève par an dans un établissement scolaire. Pas plus de 2 jours consécutifs sous peine de fortes amendes. Le préavis de 15 jours doit être suivi d'une période de « conciliation » de 10 jours avant que la demande ne soit confirmée... Au total on peut aller jusqu'à un mois et demi de délai entre le préavis et la grève effective !



Malgré la *disparition* des 100 000 personnes qui défilait dans Paris en 1996 contre les lois Debré toujours en vigueur, les collectifs de Sans-Papier-e-s poursuivent leur lutte pour la régularisation globale et l'abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement. Ils obtiennent, au gré de l'état du rapport de force avec les préfectures, sous-fifres du gouvernement en place, des régularisations plus ou moins nombreuses avec des titres de séjour toujours précaires (jamais de carte de dix ans) soit après une grève de la faim collective, soit la veille d'une élection.

Ainsi les arrestations et les expulsions augmentent, les centres de rétentions se multiplient, mais la question des sans-papier-e-s est restée absente du débat public jusqu'à l'occupation de la basilique de Saint-Denis par la Coordination 93 des Sans-Papier-e-s. Plus de 15000 personnes sont alors venues s'inscrire auprès des collectifs. Outre le fait qu'il faut attendre le retour de la droite au gouvernement pour que les médias s'autorisent enfin à reparler des sans-papier-e-s, dont la lutte est permanente depuis 6 ans, les réactions à droite comme à gauche sont à vomir.

La gauche reconnaît enfin que les critères de la loi Chevènement « *ont posé un certain nombre de difficultés* ». C'est le moins que l'on puisse dire...

Le gouvernement, quant à lui, répond à la mobilisation croissante des sans-papier-e-s en donnant instruction aux préfets d'examiner les dossiers au cas par cas en tenant compte « *du plan social et humain* ». Le ministre de l'intérieur promet une loi « *conforme aux intérêts de la France* » donnant « *les*

moyens juridiques d'endiguer les phénomènes qui, à juste titre, exaspèrent les français » (comme ces royalistes mobilisés contre l'occupation par les sans-papier-e-s à Saint Denis, *exaspérés par ces clandestins irrespectueux de la France*). Comme la gauche, la droite va opérer quelques régularisations à grand renfort de publicité médiatique. Celles-ci vont faire passer le gouvernement pour plus humain que son prédécesseur (qui ne l'était pas beaucoup), avant de serrer la vis contre l'immigration *non utile*. Les futurs déboutés seront, eux, toujours à la merci du travail au noir et du contrôle policier. Pour sa part, la commission européenne propose de mettre en place une « *politique commune européenne de retour des étrangers en situation irrégulière* ». Les murs de l'Europe fortresse continuent de s'élever.

A Lille cet été, le CSP59 a connu 3 expulsions, mais la lutte continue. Les manifs et AG ont repris depuis début septembre place de la République tous les mercredis à partir de 18 h. La mairie refuse toujours d'attribuer un local aux sans-papier-e-s, pourtant indispensable à l'organisation de leur mouvement.

La légitimité du combat des sans-papier-e-s n'est plus à démontrer. Parce qu'aucune limite à la liberté de circulation et d'installation des personnes n'est acceptable, nous exigeons la régularisation de tous les sans-papier-e-s et l'abrogation des lois liberticides. Nous étions des millions à manifester contre l'extrême droite entre le 25 avril et le 5 mai dernier. Mais ce n'est pas en quinze jours que l'on combat la lepenisation des esprits. Celle-ci a toujours été cautionnée et renforcée par la pratique des gouvernements successifs. Sarkozy poursuit cette politique raciste en annonçant la régularisation des *bons* étrangers pour faire diversion avant de futures et massives reconduites aux frontières. La mobilisation permanente de tous, avec ou sans papiers, est indispensable pour rompre enfin avec ce processus fasciste. Ré-agissons, expulsions les idées d'extrême droite.

POUR L'ANARCHISME !

Le mouvement anarchiste vise à la suppression de l'État, des classes sociales, du patriarcat, de l'autorité, de l'exploitation et de l'oppression sous toutes ses formes.

Historiquement, **l'anarchisme moderne s'est constitué en branche du socialisme historique et du mouvement ouvrier.** L'originalité des anarchistes est d'avoir compris que **l'État est loin d'être un simple outil** utilisable à bon comme à mauvais escient, mais qu'il est **un instrument de répression et de gestion des intérêts des classes dirigeantes.** Nous posons en parallèle à l'abolition de l'exploitation économique et de l'oppression patriarcale, la suppression de la domination politique, considérant que **le pouvoir porte en lui les germes et la cause des divisions et des inégalités.**

A l'État et au capitalisme, nous opposons un projet social fondé sur l'égalité économique et sociale,

le fédéralisme libertaire et l'auto-gestion dans tous les secteurs de la société (quartiers, communes, entreprises, lycées...). Nous menons un double combat pour la liberté et pour l'égalité (ce qui signifie l'abolition de tous les privilèges et de toutes les discriminations).

Aujourd'hui, tous les systèmes ont fait faillite, que ce soient les dictatures marxistes-léninistes, le réformisme social-démocrate ou la jungle capitaliste globalisée qui produit chaque jour plus de misère et d'ennui.

Toute amélioration, même partielle, de nos conditions de vie passe **par la lutte** : les manifestations, les grèves, les actes de désobéissance et d'insoumission... Seul le développement d'un vaste **mouvement social** peut nous permettre de construire un autre futur et retrouver espoir dans l'avenir...

À condition qu'il reste **indépendant des partis politiques et des syndicats cogestionnaires**, et soit **porteur de pratiques de rupture et d'un projet révolutionnaire**.



QUI SOMMES-NOUS !



La Fédération anarchiste compte en France et en Belgique plus de 80 groupes organisés ensemble sur la base du fédéralisme libertaire dans le strict respect de l'autonomie des groupes.

Ses groupes s'expriment dans son hebdomadaire (*Le Monde libertaire*), des livres et brochures (les *Editions du Monde libertaire*), et en région parisienne sur sa propre radio (*Radio Libertaire-89.4*) qui existe depuis plus de 20 ans.

Plus d'infos sur le site : www.federation-anarchiste.org.

Vous pouvez rencontrer le groupe de la métropole lilloise :

- chaque dimanche : de 12h à 13h vente du *Monde libertaire* au marché de Wazemmes (Lille) ; de 10h30 à 12h en alternance aux marchés de l'Épeule (Roubaix) et de Croix .
- mercredi : 12h-14h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.
- vendredi : 20h-21h, écoutez *La Voix sans Maître*, émission du groupe et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus-106,6.

Notre adresse : FA, c/o ALDIR, BP 79, 59370, Mons-en-Barœul.

Email : groupe-lille@federation-anarchiste.org.



EN BREF



★ **Ticket choc** : en application de la Loi sur la Sécurité Quotidienne, un militant nantais passe en procès risque 6 mois de prison ferme pour avoir trop souvent voyagé sans ticket. Merci la gauche.

★ **Jeunesses identitaires** : c'est le nouveau nom d'Unité radicale après sa dissolution...

★ « **La tarte de combat** est extrêmement violente », a plaidé l'avocat de J.P. Chevènement lors du procès qui l'oppose à l'entarteur Noël Godin, qualifiant ces procédés « d'attaque contre la démocratie ». Nettement plus rude et antidémocratique qu'une charge de CRS...



AGENDA



★ 05 oct. : manif et action de désobéissance civile contre la base militaire US de Kleine Brogel en Belgique, lieu de stockage de bombes nucléaires. (les infos sur : www.bomspotting.be).

★ 08 oct. : journée nationale d'action contre la répression du mouvement social à l'appel des comités de soutien à Ahmed Meguini (militant No Border condamné à 8 mois de prison dont 3 fermes). Actions sur Lille non encore définies.

★ 19 oct. : manif nationale des sans papier-e-s à Paris.

★ 19 oct. : manif à Sangatte de soutien aux réfugié-e-s.

★ 19/20 oct. : fête du livre libertaire à Montreuil (93) chez Armand Gatti en présence d'une cinquantaine d'écrivain-e-s, des maisons d'éditions et librairies.

Feuille d'information publiée par le Groupe de la Métropole lilloise de la FA. Envoi gratuit sur demande. Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien : 1 an -10 euros. Chèques à l'ordre de C.E.G.